



Pétition Miquel :

Abus de pouvoir ou manipulation ?

« Mon Département, j'y tiens ! Je signe la pétition », la campagne de communication de M Miquel aux frais des contribuables lotois est inacceptable. Elle cherche à extorquer un chèque en blanc aux lotois pour l'interpréter à sa guise lorsque les modalités de la réforme des collectivités locales (pour 2014 !) seront arrêtées : on en est loin (heureusement !). Donner son point de vue, dire ses inquiétudes voire « les menaces sur les Départements » est légitime. Chercher à tromper, manipuler les lotois est indigne voire scandaleux. Enorme en effet, « l'exposé des motifs » dans la presse ne se retrouve pas dans le texte édulcoré de la pétition proposée à votre signature où seule la clause de compétence générale (la règle aujourd'hui) est en cause. Qui peut être contre « défendre son département » (avec à l'esprit son territoire et pas la structure administrative avec un « D », subtil n'est ce pas ?). De même écrire, « le président de la République et son gouvernement ont décidé de renverser l'équilibre de nos institutions en prenant pour cible les collectivités locales » (sous entendu pour les pénaliser), puis présenter comme une conséquence inéluctable (prudemment mais sournoisement assortie d'un point d'interrogation !; combien de lecteurs y prêteront attention ?) que demain les services publics seront mis à mal « si (et seulement si ! Ndlr) le Conseil Général n'a plus les moyens financiers d'assumer... », c'est un procès d'intention fait à un Président (sous entendu qui veut le mal de ses électeurs). Aujourd'hui c'est le Département qui fait tout, demain on va vous expliquer que c'est la Région ! Or il s'agit (à tort ou à raison) de clarifier et redistribuer les compétences, pas d'anéantir les services au public. Amalgames, propagande et méthode Coué sont ici jour après jour pratiqués par « abus de position dominante » lié à l'appropriation de tous les pouvoirs locaux par le PS qui grâce au millefeuille administratif peut bloquer (mais avec le sourire) tout projet, y compris consensuel qui n'est pas issu de son « polit buro » (exemples : Pôle d'excellence rurale, DNO, Université du vin et produits du terroir etc ; en son temps, le PRG en a fait aussi les frais avec Université 2000, le sous financement des zones d'activités...).

Je propose à M Miquel un sursaut démocratique, une contre pétition à diffuser avec le prochain « Contact lotois » (et enveloppe T pour la réponse), bientôt consultable sur mon site : www.michelroumegoux.com

Michel ROUMÉGOUX et Lot@venir